

RCS : AMIENS
Code greffe : 8002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AMIENS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00193
Numéro SIREN : 848 749 214
Nom ou dénomination : GALG

Ce dépôt a été enregistré le 15/03/2021 sous le numéro de dépôt A2021/001579

GALG

Société Par Actions Simplifiée au capital de 6.000 €

Siège social : 11 rue Gribeauval

80000 AMIENS

848 749 214 RCS. AMIENS

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE EN DATE DU 18 DECEMBRE 2020

L'an deux mille vingt,

et le dix-huit décembre, à vingt heures,

Monsieur Arnaud FAÏ associé unique et président de la société GAALG, a établi ainsi qu'il suit le présent procès-verbal.

L'objet des présentes décisions est le suivant :

- **Approbation de l'apport des titres de la société AFY,**
- **Réalisation définitive desdits apports,**
- **Approbation de l'augmentation du capital qui découle de cet apport,**
- **Modifications corrélatives des statuts,**
- **Modification des statuts pour mise à jour des lois et règlements,**
- **Pouvoirs pour accomplissement des formalités.**

L'associé unique prend alors les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'associé unique, connaissance prise du contrat d'apport titres, **approuve dans toutes ses dispositions dudit contrat, aux termes duquel il est fait apport des titres détenus par M. Arnaud FAÏ dans la société AFY, pour un montant net de 226.000€.** Ledit contrat est annexé aux présentes.

En rémunération de cet apport Monsieur Arnaud FAÏ se voit attribuer 22.600 actions d'une valeur nominale de 10€ de la société GALG.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, en conséquence de ce qui précède, **constate la réalisation définitive de l'apport des titres susvisés au profit de la société à compter de ce jour.**

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide, comme conséquence des résolutions qui précèdent, **d'augmenter son capital social** d'une somme de DEUX CENT VINGT SIX MILLE (226.000) euros, **pour le porter de SIX MILLE (6.000) euros à DEUX CENT TRENTE DEUX MILLE (232.000) euros.**

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de VINGT DEUX MILL SIX CENTS (22.600) actions nouvelles, de DIX (10) euros chacune, numérotées de 601 à 23.200 entièrement libérées, attribuées en totalité Monsieur Arnaud FAÏ.

Les actions nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du 18 décembre 2020.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique décide, comme conséquence des résolutions qui précèdent, **de modifier les articles 7 et 8 des statuts** relatifs aux apports et au capital social, **lesquels auront désormais la rédaction suivante :**

« ARTICLE 7 - APPORTS

Montant et modalités des apports

Il a été apporté à la société

- Le 20/02/2019, lors de la constitution
une somme en numéraire de 6.000 €
- Le 18/12/2020, par augmentation du capital social en nature, d'une somme de 226.000 €
Par contrat d'apport du 18/12/20, il a été apporté par de M. Arnaud FAÏ à la société des titres de la société AFY, pour 226.000€.
Lequel apport a été rémunéré par la création de 22.600 actions de 10 euros chacune, attribuées à M. Arnaud FAÏ, au titre d'une augmentation de capital de 226.000 euros. Une copie du contrat est annexée aux présentes. »

« ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT TRENTE DEUX MILLE (232.000) euros.

Il est divisé en vingt-trois mille deux cents (23.200) actions de dix (10) euros chacune, numérotée de 1 à 23.200, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à l'associé unique, Monsieur Arnaud FAÏ.

En cas de pluralité d'associés, ces actions sont réparties entre les associés en proportion de leurs droits. »

CINQUIÈME RESOLUTION

L'associé unique décide de modifier plusieurs articles des statuts de la société afin de les mettre à jour des lois et règlements. Ainsi les articles les articles 19, 20, 21, 23 et 24, sont modifiés comme suit :

- L'article 19 sera formulé ainsi :

« ARTICLE 19 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS : MODE DE DELIBERATION – QUORUM – MAJORITE

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui relèvent de la compétence des associés sont les suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination de commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Les décisions collectives sont prises à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents et représentés.

I. Mode de délibération

Les décisions collectives sont prises à l'initiative du Président, soit en assemblée réunie au siège social ou en tout lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation écrite, soit par conférence téléphonique ou par visioconférence, soit par courrier électronique. Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Le ou les commissaires aux comptes, s'il en a été désigné, ou un mandataire de justice peuvent également convoquer une assemblée d'associés dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article L.225-103 du Code de commerce.

a) Assemblées d'associés

Les associés se réunissent en assemblée, sur convocation du Président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours à l'avance. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société et en son absence par un associé désigné par les associés convoqués à l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par toute autre personne désignée à cet effet. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. En outre, le représentant d'un associé, personne morale, peut également se faire représenter à ces délibérations par toute personne munie d'un pouvoir *ad hoc*. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou courrier électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les associés peuvent également voter par correspondance.

Il est signé une feuille de présence dans les conditions prévues par le Code de commerce pour les sociétés anonymes.

b) Consultations écrites

Les associés disposent d'un délai maximal de dix (10) jours à compter de la date d'envoi (par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve) des projets de décisions pour émettre leur vote par écrit.

Le vote est formulé sous le texte des décisions proposées et, pour chaque décision, par les mots « oui » ou « non ». La réponse dûment datée et signée par l'associé est adressée à la ou aux personnes qui ont pris l'initiative de la consultation, par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

Le Président établit un procès-verbal auquel sont annexés les votes des associés.

c) Délibérations par voie de conférence téléphonique ou par visioconférence

Lorsque les délibérations sont prises par voie de conférence téléphonique ou par visioconférence, le Président de séance établit dans les meilleurs délais, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance indiquant :

- l'identité des associés participant aux délibérations, et le cas échéant des associés qu'ils représentent ;
- l'identité des associés ne participant pas aux délibérations (non votants) ;
- le nom du Président de séance ;
- pour chaque décision, le sens des votes respectifs des associés (adoption, abstention ou rejet).

Le Président de séance en adresse une copie par télécopie ou par tout autre moyen à chacun des associés. Les associés ayant participé aux délibérations lui en retournent une copie, dans les meilleurs délais, après signature, par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve. En cas de mandat, une preuve du mandat lui est également envoyée avant l'ouverture des délibérations par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

Une décision est réputée être prise à l'endroit où se trouve le Président de la séance.

d) Acte sous seing privé

Les associés, à la demande du Président, prennent les décisions dans un acte.

L'apposition des signatures et paraphe de tous les associés sur ce document, qui doit être établi en autant d'exemplaires originaux qu'il y a d'associés signataires, plus un pour la Société, vaut prise de décision.

Le ou les commissaires aux comptes sont tenus informés des projets d'actes emportant prise de décision. Une copie de l'acte projeté leur est adressée sur simple demande.

Cet acte doit contenir : la date, la nature de l'acte, les conditions d'informations des associés, et s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

Un original de cet acte reste en possession de la Société pour être enliassé et paraphé dans le registre coté des procès-verbaux des assemblées générales de la Société.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le Président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

II. Majorité

A l'exclusion des clauses statutaires ne pouvant être modifiées qu'à l'unanimité des associés conformément aux dispositions légales, les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des associés. »

➤ L'article 20 sera formulé ainsi :

« ARTICLE 20 - PROCES-VERBAUX - REGISTRE DE PRESENCE – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les procès-verbaux, leurs copies ou extraits, ainsi que le registre sur lequel ils sont consignés, peuvent également être établis, datés, signés et conservés sous forme électronique. Lorsque le procès-verbal est établi datés, signés et conservé sous forme électronique, il est signé au moyen d'une signature électronique qui respecte au moins les exigences de la signature électronique avancée, conformément à la réglementation applicable. Les copies et extraits doivent satisfaire à ces mêmes conditions.

Tous autres actes émanant et/ou engageant la Société pourront être conservés et signés dans ces mêmes conditions. »

➤ L'article 21 sera inséré et formulé ainsi :

« ARTICLE 21 - DROIT DE VOTE

Le droit de vote est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. »

➤ L'article 23 sera inséré et formulé ainsi :

« ARTICLE 23 - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les délégués du comité social et économique, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2312-72 du Code du travail auprès du Président.

Le comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de décisions présentées par le comité social et économique doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de décisions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Elles doivent être reçues au siège social trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces projets de décisions dans les deux (2) jours de leur réception au représentant du comité social et économique par lettre recommandée ou par voie électronique. »

➤ L'article 24 sera formulé ainsi :

« ARTICLE 24 - COMPTE ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre Ier du code de commerce.

Sauf dispense prévue par la loi, il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes s'il en a été désigné, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes s'il en a été désigné un, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice : l'inventaire et les comptes annuels dûment signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

En cas de pluralité d'associés, à la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés. »

➤ Les articles des statuts seront en conséquence, renumérotés.

SIXIÈME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique et consigné sur le registre de ses décisions.

L'associé unique

 Arnaud Flÿ

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

AMIENS 1

Le 10/03/2021 Dossier 2021 00010283, référence 8004P01 2021 A 00765

Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

Rose-Noëlle BELLET
Agente d'Assiette Principale
des Finances Publiques



GALG

Société Par Actions Simplifiée au capital de 6.000 €

Siège social : 11 rue Gribeauval

80000 AMIENS

848 749 214 RCS AMIENS

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE **EN DATE DU 18 DECEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt,

et le dix-huit décembre, à vingt heures,

Monsieur Arnaud FAÏ associé unique et président de la société GAALG, a établi ainsi qu'il suit le présent procès-verbal.

L'objet des présentes décisions est le suivant :

- **Approbation de l'apport des titres de la société AFY,**
- **Réalisation définitive desdits apports,**
- **Approbation de l'augmentation du capital qui découle de cet apport,**
- **Modifications corrélatives des statuts,**
- **Modification des statuts pour mise à jour des lois et règlements,**
- **Pouvoirs pour accomplissement des formalités.**

L'associé unique prend alors les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'associé unique, connaissance prise du contrat d'apport titres, **approuve dans toutes ses dispositions dudit contrat, aux termes duquel il est fait apport des titres détenus par M. Arnaud FAÏ dans la société AFY, pour un montant net de 226.000€.** Ledit contrat est annexé aux présentes.

En rémunération de cet apport Monsieur Arnaud FAÏ se voit attribuer 22.600 actions d'une valeur nominale de 10€ de la société GALG.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, en conséquence de ce qui précède, **constate la réalisation définitive de l'apport des titres susvisés au profit de la société à compter de ce jour.**

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide, comme conséquence des résolutions qui précèdent, **d'augmenter son capital social** d'une somme de DEUX CENT VINGT SIX MILLE (226.000) euros, **pour le porter de SIX MILLE (6.000) euros à DEUX CENT TRENTE DEUX MILLE (232.000) euros.**

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de VINGT DEUX MILL SIX CENTS (22.600) actions nouvelles, de DIX (10) euros chacune, numérotées de 601 à 23.200 entièrement libérées, attribuées en totalité Monsieur Arnaud FAÏ.

Les actions nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du 18 décembre 2020.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique décide, comme conséquence des résolutions qui précèdent, **de modifier les articles 7 et 8 des statuts** relatifs aux apports et au capital social, **lesquels auront désormais la rédaction suivante :**

« ARTICLE 7 - APPORTS

Montant et modalités des apports

Il a été apporté à la société

- Le 20/02/2019, lors de la constitution
une somme en numéraire de 6.000 €
- Le 18/12/2020, par augmentation du capital social en nature, d'une somme de. 226.000 €
Par contrat d'apport du 18/12/20, il a été apporté par de M. Arnaud FAÏ à la
société des titres de la société AFY, pour 226.000€.
Lequel apport a été rémunéré par la création de 22.600 actions de 10 euros
chacune, attribuées à M. Arnaud FAÏ, au titre d'une augmentation de capital
de 226.000 euros. Une copie du contrat est annexée aux présentes. »

« ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT TRENTE DEUX MILLE (232.000) euros.

Il est divisé en vingt-trois mille deux cents (23.200) actions de dix (10) euros chacune, numérotée de 1 à 23.200, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à l'associé unique, Monsieur Arnaud FAÏ.

En cas de pluralité d'associés, ces actions sont réparties entre les associés en proportion de leurs droits. »

CINQUIÈME RESOLUTION

L'associé unique décide de modifier plusieurs articles des statuts de la société afin de les mettre à jour des lois et règlements. Ainsi les articles les articles 19, 20, 21, 23 et 24, sont modifiés comme suit :

- L'article 19 sera formulé ainsi :

« ARTICLE 19 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS : MODE DE DELIBERATION – QUORUM – MAJORITE

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui relèvent de la compétence des associés sont les suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination de commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Les décisions collectives sont prises à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents et représentés.

I. Mode de délibération

Les décisions collectives sont prises à l'initiative du Président, soit en assemblée réunie au siège social ou en tout lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation écrite, soit par conférence téléphonique ou par visioconférence, soit par courrier électronique. Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Le ou les commissaires aux comptes, s'il en a été désigné, ou un mandataire de justice peuvent également convoquer une assemblée d'associés dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article L.225-103 du Code de commerce.

a) Assemblées d'associés

Les associés se réunissent en assemblée, sur convocation du Président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours à l'avance. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société et en son absence par un associé désigné par les associés convoqués à l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par toute autre personne désignée à cet effet. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. En outre, le représentant d'un associé, personne morale, peut également se faire représenter à ces délibérations par toute personne munie d'un pouvoir *ad hoc*. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou courrier électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les associés peuvent également voter par correspondance.

Il est signé une feuille de présence dans les conditions prévues par le Code de commerce pour les sociétés anonymes.

b) Consultations écrites

Les associés disposent d'un délai maximal de dix (10) jours à compter de la date d'envoi (par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve) des projets de décisions pour émettre leur vote par écrit.

Le vote est formulé sous le texte des décisions proposées et, pour chaque décision, par les mots « oui » ou « non ». La réponse dûment datée et signée par l'associé est adressée à la ou aux personnes qui ont pris l'initiative de la consultation, par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

Le Président établit un procès-verbal auquel sont annexés les votes des associés.

c) Délibérations par voie de conférence téléphonique ou par visioconférence

Lorsque les délibérations sont prises par voie de conférence téléphonique ou par visioconférence, le Président de séance établit dans les meilleurs délais, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance indiquant :

- l'identité des associés participant aux délibérations, et le cas échéant des associés qu'ils représentent ;
- l'identité des associés ne participant pas aux délibérations (non votants) ;
- le nom du Président de séance ;
- pour chaque décision, le sens des votes respectifs des associés (adoption, abstention ou rejet).

Le Président de séance en adresse une copie par télécopie ou par tout autre moyen à chacun des associés. Les associés ayant participé aux délibérations lui en retournent une copie, dans les meilleurs délais, après signature, par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve. En cas de mandat, une preuve du mandat lui est également envoyée avant l'ouverture des délibérations par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

Une décision est réputée être prise à l'endroit où se trouve le Président de la séance.

d) Acte sous seing privé

Les associés, à la demande du Président, prennent les décisions dans un acte.

L'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document, qui doit être établi en autant d'exemplaires originaux qu'il y a d'associés signataires, plus un pour la Société, vaut prise de décision.

Le ou les commissaires aux comptes sont tenus informés des projets d'actes emportant prise de décision. Une copie de l'acte projeté leur est adressée sur simple demande.

Cet acte doit contenir : la date, la nature de l'acte, les conditions d'informations des associés, et s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

Un original de cet acte reste en possession de la Société pour être enliassé et paraphé dans le registre coté des procès-verbaux des assemblées générales de la Société.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le Président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

II. Majorité

A l'exclusion des clauses statutaires ne pouvant être modifiées qu'à l'unanimité des associés conformément aux dispositions légales, les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des associés. »

➤ L'article 20 sera formulé ainsi :

« ARTICLE 20 - PROCES-VERBAUX - REGISTRE DE PRESENCE – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les procès-verbaux, leurs copies ou extraits, ainsi que le registre sur lequel ils sont consignés, peuvent également être établis, datés, signés et conservés sous forme électronique. Lorsque le procès-verbal est établi datés, signés et conservé sous forme électronique, il est signé au moyen d'une signature électronique qui respecte au moins les exigences de la signature électronique avancée, conformément à la réglementation applicable. Les copies et extraits doivent satisfaire à ces mêmes conditions.

Tous autres actes émanant et/ou engageant la Société pourront être conservés et signés dans ces mêmes conditions. »

➤ L'article 21 sera inséré et formulé ainsi :

« ARTICLE 21 - DROIT DE VOTE

Le droit de vote est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. »

➤ L'article 23 sera inséré et formulé ainsi :

« ARTICLE 23 - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les délégués du comité social et économique, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2312-72 du Code du travail auprès du Président.

Le comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de décisions présentées par le comité social et économique doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de décisions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Elles doivent être reçues au siège social trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces projets de décisions dans les deux (2) jours de leur réception au représentant du comité social et économique par lettre recommandée ou par voie électronique. »

➤ L'article 24 sera formulé ainsi :

« ARTICLE 24 - COMPTE ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre Ier du code de commerce.

Sauf dispense prévue par la loi, il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes s'il en a été désigné, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes s'il en a été désigné un, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice : l'inventaire et les comptes annuels dûment signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

En cas de pluralité d'associés, à la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés. »

➤ Les articles des statuts seront en conséquence, renumérotés.

SIXIÈME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique et consigné sur le registre de ses décisions.

L'associé unique

GALG

Société Par Actions Simplifiée au capital de 232.000 €

Siège social : 11 rue Gribeauval

80000 AMIENS

STATUTS

Statuts mis en harmonie au 18 décembre 2020 avec prise en compte des modifications suivantes :

➤ **Augmentation du capital social**

- *Assemblée générale du 18/12/2020*
- *modification des articles 7 & 8 des statuts*

➤ **Modification des statuts pour mise à jour des lois et règlements**

- Assemblée générale du 18/12/220
- modification des articles 19, 20 & 24 des statuts
- insertion des articles 21 & 23 des statuts
- renumérotation des articles des statuts suite aux modifications précédentes

« certifiée conforme »

Monsieur Arnaud FAÏ

Président

SOMMAIRE

Article 1er - FORME	3
Article 2 - OBJET.....	3
Article 3 - DENOMINATION	3
Article 4 - SIEGE SOCIAL.....	3
Article 5 - DUREE	3
Article 6 - EXERCICE SOCIAL	3
Article 7 - APPORTS	4
Article 8 - CAPITAL SOCIAL.....	4
Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL	4
Article 10 - PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS.....	4
Article 11 - LIBERATION DES ACTIONS.....	4
Article 12 - CESSION OU TRANSMISSION D'ACTIONES	5
Article 13 - INDIVISION - USUFRUIT - NUE-PROPRIETE.....	6
Article 14 - PRESIDENCE	6
Article 15 - POUVOIRS DU PRESIDENT - DIRECTION GENERALE	6
Article 16 - REMUNERATION DU PRESIDENT.....	7
Article 17 - CONVENTIONS REGLEMENTEES ET COURANTES	7
Article 18 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE	7
Article 19 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS : MODE DE DELIBERATION – QUORUM – MAJORITE.....	8
Article 20 - PROCES-VERBAUX - REGISTRE DE PRESENCE – SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	9
Article 21 - DROIT DE VOTE	9
Article 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES	10
Article 23 - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE	10
Article 24 - COMPTE ANNUELS	10
Article 25 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES	11
Article 26 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES	11
Article 27 – DISSOLUTION - LIQUIDATION	11
Article 28 - CONTESTATIONS	12
Article 29 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT.....	12
Article 30 - FORMALITES CONSTITUTIVES - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES	12
Article 31 - FRAIS.....	13

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE

ARTICLE 1ER - FORME

Il est formé par le soussigné une société par actions simplifiée qui sera régie par les présents statuts et par les dispositions spécifiques des articles L.227-1 à L.227-20 du Code de commerce et les autres articles du code de commerce notamment dans sa partie réglementaire qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait. Cette société ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- toutes prestations de service d'assistance, de conseil, de contrôle et de management, et notamment au profit des filiales de la Société ;
- la souscription, l'acquisition, la gestion de toute actions, obligations, parts sociales ou droits sociaux dans toutes entreprises industrielles, commerciales, civiles, mobilières ou immobilières, françaises ou étrangères, cotées ou non cotées ou inscrites hors cote ;
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : "**GALG** "

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales " S. A. S. " et de l'indication du montant du capital social, de son siège du numéro unique d'identification suivi de la mention registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **11 rue Gribeauval - 80000 AMIENS**

Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

Par exception, le premier exercice social s'ouvre à la date d'immatriculation et sera clos le 30 juin 2020.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

Montant et modalités des apports

Il a été apporté à la société

- Le 20/02/2019, lors de la constitution
une somme en numéraire de 6.000 €
- Le 18/12/2020, par augmentation du capital social en nature, d'une somme de. 226.000 €
Par contrat d'apport du 18/12/20, il a été apporté par de M. Arnaud FAÏ à la société des titres de la société AFY, pour 226.000€.
Lequel apport a été rémunéré par la création de 22.600 actions de 10 euros chacune, attribuées à M. Arnaud FAÏ, au titre d'une augmentation de capital de 226.000 euros. Une copie du contrat est annexée aux présentes.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT TRENTE DEUX MILLE (232.000) euros.

Il est divisé en vingt-trois mille deux cents (23.200) actions de dix (10) euros chacune, numérotée de 1 à 23.200, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à l'associé unique, Monsieur Arnaud FAÏ.

En cas de pluralité d'associés, ces actions sont réparties entre les associés en proportion de leurs droits.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, par décision de l'associé unique, dans les conditions prévues par la loi.

TITRE III

ACTIONS

ARTICLE 10 - PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative. Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire doivent être libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du président dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

En outre, conformément à l'article 1843-3 alinéa 5 du Code civil, s'il n'a pas été procédé aux appels de fonds nécessaires pour réaliser cette libération dans le délai légal, tout intéressé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au président de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 12 - CESSION OU TRANSMISSION D' ACTIONS

1. Forme des cessions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un transfert inscrit au compte de l'acheteur dans les comptes de la société ; l'inscription au compte de l'acheteur est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société. Ce transfert est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire précisant la date du transfert prévu entre les parties et s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas intégralement libérées.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge des cessionnaires.

2. Cessions

Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, toutes les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant à la majorité des trois quarts des associés disposant du droit de vote.

A cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses dirigeants et la répartition de son capital social. Le Président transmet cette demande d'agrément aux associés et met en place la procédure de consultation des associés.

Le président dispose d'un délai de 1 mois pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard dans un délai de 15 jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai de 3 mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant, soit par des associés, soit par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les 15 jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si à l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession.

La présente clause ne peut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables tant que la société ne comporte qu'un seul associé.

3. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

La transmission d'actions par voie de succession de l'associé unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, les transmissions par décès ou par suite de dissolution de communauté entre époux doivent être agréées dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

ARTICLE 13 - INDIVISION - USUFRUIT - NUE-PROPRIETE

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, même privé du droit de vote, le nu-propiétaire a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

TITRE IV

ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

ARTICLE 14 - PRESIDENCE

La société est représentée, gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé par l'associé unique, pour une durée indéterminée.

Le premier président est désigné au terme des présents statuts. Les présidents subséquents seront nommés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des actions.

Le président peut démissionner de ses fonctions à tout moment, sous réserve de prévenir l'associé unique ou les associés trois mois au moins à l'avance.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés statuant à la majorité prévue par les présents statuts.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DU PRESIDENT - DIRECTION GENERALE

1 - Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président peut consentir des délégations de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

2 - Le président peut, s'il le souhaite, se faire assister d'un directeur général nommé par lui et investi des pouvoirs qu'il entend lui consentir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées. Il peut être nommé plusieurs directeurs généraux, sans que le nombre de ces derniers puisse excéder cinq.

ARTICLE 16 - REMUNERATION DU PRESIDENT

La rémunération du président est fixée par l'associé unique ou décision des associés à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle. En outre, le président pourra prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS REGLEMENTEES ET COURANTES

Toute convention, à l'exception de celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et son président, soit directement, soit par personne interposée, doit être mentionnée au registre des décisions de l'associé unique.

Si l'associé unique n'est pas le président, les conventions conclues entre la société et le président sont soumises à son approbation sans que le commissaire aux comptes désigné ait à établir un rapport spécial sur ces conventions.

En cas de pluralité d'associés, le président doit aviser, s'il en a été désigné un, le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Le commissaire aux comptes, ou s'il n'en n'a pas été désigné le président, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport dans les conditions des décisions ordinaires, l'intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Conventions interdites : A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général, autres que des personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ainsi que de faire cautionner ou avaliser par la SAS leurs engagements avec les tiers, le tout en application de l'article L.227-12 et autres conditions prévues par l'article L.225-43 du Code de commerce.

TITRE V

DECISIONS SOCIALES

ARTICLE 18 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- dissolution de la société,
- transformation en société d'une autre forme,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre.

ARTICLE 19 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS : MODE DE DELIBERATION – QUORUM – MAJORITE

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui relèvent de la compétence des associés sont les suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination de commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Les décisions collectives sont prises à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents et représentés.

I. Mode de délibération

Les décisions collectives sont prises à l'initiative du Président, soit en assemblée réunie au siège social ou en tout lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation écrite, soit par conférence téléphonique ou par visioconférence, soit par courrier électronique. Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Le ou les commissaires aux comptes, s'il en a été désigné, ou un mandataire de justice peuvent également convoquer une assemblée d'associés dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article L.225-103 du Code de commerce.

a) Assemblées d'associés

Les associés se réunissent en assemblée, sur convocation du Président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours à l'avance. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société et en son absence par un associé désigné par les associés convoqués à l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par toute autre personne désignée à cet effet. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. En outre, le représentant d'un associé, personne morale, peut également se faire représenter à ces délibérations par toute personne munie d'un pouvoir *ad hoc*. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou courrier électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les associés peuvent également voter par correspondance.

Il est signé une feuille de présence dans les conditions prévues par le Code de commerce pour les sociétés anonymes.

b) Consultations écrites

Les associés disposent d'un délai maximal de dix (10) jours à compter de la date d'envoi (par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve) des projets de décisions pour émettre leur vote par écrit.

Le vote est formulé sous le texte des décisions proposées et, pour chaque décision, par les mots « oui » ou « non ». La réponse dûment datée et signée par l'associé est adressée à la ou aux personnes qui ont pris l'initiative de la consultation, par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

Le Président établit un procès-verbal auquel sont annexés les votes des associés.

c) Délibérations par voie de conférence téléphonique ou par visioconférence

Lorsque les délibérations sont prises par voie de conférence téléphonique ou par visioconférence, le Président de séance établit dans les meilleurs délais, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance indiquant :

- l'identité des associés participant aux délibérations, et le cas échéant des associés qu'ils représentent ;
- l'identité des associés ne participant pas aux délibérations (non votants) ;
- le nom du Président de séance ;
- pour chaque décision, le sens des votes respectifs des associés (adoption, abstention ou rejet).

Le Président de séance en adresse une copie par télécopie ou par tout autre moyen à chacun des associés. Les associés ayant participé aux délibérations lui en retournent une copie, dans les meilleurs délais, après signature, par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve. En cas de mandat, une preuve du mandat lui est également envoyée avant l'ouverture des délibérations par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

Une décision est réputée être prise à l'endroit où se trouve le Président de la séance.

d) Acte sous seing privé

Les associés, à la demande du Président, prennent les décisions dans un acte.

L'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document, qui doit être établi en autant d'exemplaires originaux qu'il y a d'associés signataires, plus un pour la Société, vaut prise de décision.

Le ou les commissaires aux comptes sont tenus informés des projets d'actes emportant prise de décision. Une copie de l'acte projeté leur est adressée sur simple demande.

Cet acte doit contenir : la date, la nature de l'acte, les conditions d'informations des associés, et s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

Un original de cet acte reste en possession de la Société pour être enlissé et paraphé dans le registre coté des procès-verbaux des assemblées générales de la Société.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le Président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

II. Majorité

A l'exclusion des clauses statutaires ne pouvant être modifiées qu'à l'unanimité des associés conformément aux dispositions légales, les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des associés.

ARTICLE 20 - PROCES-VERBAUX - REGISTRE DE PRESENCE – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les procès-verbaux, leurs copies ou extraits, ainsi que le registre sur lequel ils sont consignés, peuvent également être établis, datés, signés et conservés sous forme électronique. Lorsque le procès-verbal est établi datés, signés et conservé sous forme électronique, il est signé au moyen d'une signature électronique qui respecte au moins les exigences de la signature électronique avancée, conformément à la réglementation applicable. Les copies et extraits doivent satisfaire à ces mêmes conditions.

Tous autres actes émanant et/ou engageant la Société pourront être conservés et signés dans ces mêmes conditions.

ARTICLE 21 - DROIT DE VOTE

Le droit de vote est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

TITRE VI

CONTROLE

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, s'il y a lieu, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision de l'associé unique prise sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les commissaires aux comptes sont désignés par décision collective des associés.

ARTICLE 23 - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les délégués du comité social et économique, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2312-72 du Code du travail auprès du Président.

Le comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de décisions présentées par le comité social et économique doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de décisions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Elles doivent être reçues au siège social trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces projets de décisions dans les deux (2) jours de leur réception au représentant du comité social et économique par lettre recommandée ou par voie électronique.

TITRE VII

COMPTES ANNUELS - BENEFICES - RESERVES

ARTICLE 24 - COMPTE ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre Ier du code de commerce.

Sauf dispense prévue par la loi, il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes s'il en a été désigné, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes s'il en a été désigné un, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice : l'inventaire et les comptes annuels dûment signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

En cas de pluralité d'associés, à la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés.

ARTICLE 25 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de l'associé unique pour être perçu à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être décidée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

ARTICLE 26 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'associé unique.

La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'associé unique peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes en respectant la procédure prévue à l'article L.232-12 du Code de commerce.

Si la société n'a pas de commissaire aux comptes, l'associé unique devra en désigner un avec pour mission de certifier le bilan prévue à l'article précité.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq (5) années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

En cas de pluralité d'associés, le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés ou à défaut, par le président. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 27 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par décision de l'associé unique ou décision collective des associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un associé et si cet associé unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la société entraîne sa liquidation dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE IX

NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT **ENGAGEMENTS - FORMALITES CONSTITUTIVES**

ARTICLE 29 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier **président de la société, nommé sans limitation de durée**, est :

- **Monsieur Arnaud FAÏ,**

né le 6 janvier 1975 à Abbeville (Somme),

demeurant au 94 chaussée Saint Pierre, AMIENS (Somme),

signataire aux présentes, qui déclare accepter ce mandat et affirme qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer cette fonction.

ARTICLE 30 - FORMALITES CONSTITUTIVES - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La présente société ne sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi. Elle acquerra la jouissance de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La publication de la société sera effectuée :

- par insertion, dans un journal d'annonces légales du département du siège social, de l'avis de constitution ;
- par le dépôt au greffe du tribunal de commerce, des pièces prévues par la loi ;
- et par l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du lieu du siège social.

Tous pouvoirs sont donnés à cet effet au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts, comme de toutes autres pièces qui pourraient être déposées.

Dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, l'associé soussignée donne mandat exprès à Monsieur Arnaud FAÏ, à l'effet de réaliser immédiatement, au nom et pour le compte de la société, les actes et engagements nécessaires à l'immatriculation et la mise en activité de ladite société.

Ces actes et engagements seront repris de plein droit par la société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Préalablement à la signature des présents statuts, il a été établi par la soussignée l'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, indiquant pour chacun d'eux, l'engagement qui en résulte pour la société.

Cet état demeurera annexé aux présents statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 31 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent à la soussignée jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Fait à AMIENS,
Le 18/02/2020

en autant d'originaux que nécessaire, dont un exemplaire pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce et un exemplaire pour le dépôt au siège social.

Monsieur Arnaud FAÏ

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur Arnaud FAÏ**
né le 6 janvier 1975 à Abbeville (Somme)
demeurant au 11 rue Gribeauval à Amiens (Somme)
de nationalité Française
Célibataire

Ci-après dénommé " l'Apporteur ",
D'une part,

ET :

- **GALG,**
Société par actions simplifiée au capital de 6.000 euros
dont le siège est situé au 11 rue Gribeauval à Amiens (Somme)
immatriculée au RCS d'Amiens sous le numéro 878 749 214
représentée par Mr Arnaud FAÏ, agissant en qualité de Président

Ci-après dénommée " la Société Bénéficiaire ",
D'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « les Parties »

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

L'Apporteur apporte à la Société Bénéficiaire, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société et par son dirigeant :

1- **Six mille quatre-vingt-dix-huit (6.098) titres** numérotées de 1 à 6.098, entièrement libérées, de la société **AFY**, société civile immobilière au capital de 17.271 euros, dont le siège est situé 3 rue de la Briqueterie à Villers Bretonneux (Somme), immatriculée au RCS d'Amiens sous le numéro 449339324, lui appartenant dans la société.

Compte tenu d'une **valorisation** arrêtée à **640.000 euros pour 100% du capital** de la société AFY, **les 6.098 titres, représentant 35,31% du capital, sont apportés pour la somme de 226.000 euros.**

Les droits sociaux apportés seront transcrits pour leur valeur réelle dans les écritures comptables de la Société Bénéficiaire.

REMUNERATION DE L'APPORT

L'Apport évalué à la somme de 226.000 euros est consenti et accepté moyennant l'attribution à l'Apporteur de 22.600 titres, de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à créer par la Société Bénéficiaire au titre de l'augmentation de son capital.

Conformément à la loi, les Parties déclarent que les nouveaux titres seront intégralement attribués à l'Apporteur.

La Société Bénéficiaire s'engage irrévocablement à exécuter l'ensemble des formalités légales afférentes au présent contrat d'apport.

PROPRIETE - JOUISSANCE

La Société Bénéficiaire sera propriétaire et aura la jouissance des droits sociaux apportés à compter de la réalisation définitive des conditions ci-après exposées.

En conséquence, la bénéficiaire aura droit à toute répartition de bénéfices ou de réserves qui sera décidée postérieurement cette réalisation définitive. Elle aura à compter de cette même date seule vocation aux bénéfices rattachés aux titres.

DECLARATIONS

L'Apporteur déclare que :

- les titres apportés ne sont grevés d'aucune inscription et n'ont fait l'objet d'aucun transfert de garantie,
- la société AFY n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaires, et ne font pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport qui précède ne deviendra définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de l'immatriculation de la société,
- Agrément par les associés de la société AFY de l'apport des titres de cette dernière à la Société Bénéficiaire,

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2020 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non venu, sans indemnité de part et d'autre.

DECLARATIONS FISCALES

En ce qui concerne l'imposition des plus-values résultant de l'échange de titres, les Parties déclarent que l'opération peut bénéficier du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apport de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés, report prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

Les plus-values nées de l'échange de titres ne seront pas imposées mais, lors de la cession éventuelle des titres reçus en échange, le gain net sera calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres échangés.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ENREGISTREMENT

Le présent rapport sera annexé aux statuts constitutifs de la société Bénéficiaire.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'Apporteur à son domicile, indiqué en tête des présentes,
- la Société Bénéficiaire en son siège social également indiqué en tête des pré:

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Amiens

Le 18/12/2020

Monsieur Arnaud FAÏ



SAS C
Représentée par



Rose-Noëlle BELLET
Agente d'Assiette Principale
des Finances Publiques

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
AMIENS 1
Le 10/03/2021 Dossier 2021 00010274, référence 8004P01 2021 A 00764
Enregistrement : 125 € Pénalités : 14 €
Total Liquidé : Cent trente-neuf Euros
Montant reçu : Cent trente-neuf Euros

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur Arnaud FAÏ**

né le 6 janvier 1975 à Abbeville (Somme)
demeurant au 11 rue Gribeauval à Amiens (Somme)
de nationalité Française
Célibataire

Ci-après dénommé " l'Apporteur ",
D'une part,

ET :

- **GALG,**

Société par actions simplifiée au capital de 6.000 euros
dont le siège est situé au 11 rue Gribeauval à Amiens (Somme)
immatriculée au RCS d'Amiens sous le numéro 878 749 214
représentée par Mr Arnaud FAÏ, agissant en qualité de Président

Ci-après dénommée " la Société Bénéficiaire ",
D'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « les Parties »

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

L'Apporteur apporte à la Société Bénéficiaire, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société et par son dirigeant :

1- **Six mille quatre-vingt-dix-huit (6.098)** titres numérotées de 1 à 6.098, entièrement libérées, de la société **AFY**, société civile immobilière au capital de 17.271 euros, dont le siège est situé 3 rue de la Briqueterie à Villers Bretonneux (Somme), immatriculée au RCS d'Amiens sous le numéro 449339324, lui appartenant dans la société.

Compte tenu d'une **valorisation** arrêtée à **640.000 euros pour 100% du capital** de la société AFY, **les 6.098 titres, représentant 35,31% du capital, sont apportés pour la somme de 226.000 euros.**

Les droits sociaux apportés seront transcrits pour leur valeur réelle dans les écritures comptables de la Société Bénéficiaire.

REMUNERATION DE L'APPORT

L'Apport évalué à la somme de 226.000 euros est consenti et accepté moyennant l'attribution à l'Apporteur de 22.600 titres, de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à créer par la Société Bénéficiaire au titre de l'augmentation de son capital.

Conformément à la loi, les Parties déclarent que les nouveaux titres seront intégralement attribués à l'Apporteur.

La Société Bénéficiaire s'engage irrévocablement à exécuter l'ensemble des formalités légales afférentes au présent contrat d'apport.

PROPRIETE - JOUISSANCE

La Société Bénéficiaire sera propriétaire et aura la jouissance des droits sociaux apportés à compter de la réalisation définitive des conditions ci-après exposées.

En conséquence, la bénéficiaire aura droit à toute répartition de bénéfices ou de réserves qui sera décidée postérieurement cette réalisation définitive. Elle aura à compter de cette même date seule vocation aux bénéfices rattachés aux titres.

DECLARATIONS

L'Apporteur déclare que :

- les titres apportés ne sont grevés d'aucune inscription et n'ont fait l'objet d'aucun transfert de garantie,
- la société AFY n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaires, et ne font pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport qui précède ne deviendra définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de l'immatriculation de la société,
- Agrément par les associés de la société AFY de l'apport des titres de cette dernière à la Société Bénéficiaire,

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2020 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part et d'autre.

DECLARATIONS FISCALES

En ce qui concerne l'imposition des plus-values résultant de l'échange de titres, les Parties déclarent que l'opération peut bénéficier du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apport de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés, report prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

Les plus-values nées de l'échange de titres ne seront pas imposées mais, lors de la cession éventuelle des titres reçus en échange, le gain net sera calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres échangés.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ENREGISTREMENT

Le présent rapport sera annexé aux statuts constitutifs de la société Bénéficiaire.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'Apporteur à son domicile, indiqué en tête des présentes,
- la Société Bénéficiaire en son siège social également indiqué en tête des présentes.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Amiens

Le 18/12/2020

Monsieur Arnaud FAÏ

SAS GALG

Représentée par son dirigeant